



Motion au Ministère des Finances pour la Défense du Pouvoir d'Achat des Retraités

Les retraités et pensionnés varois, soit 267 000 personnes dont 140 000 femmes, tous régimes confondus ne sont ni des nantis, ni des privilégiés, loin s'en faut.

Quelques exemples de la réalité varoise :

- 52% des retraités ont une pension inférieure à 1150€ mensuels
- Les femmes âgées de plus de 75 ans (souvent seules ou veuves) sont les personnes en plus grande précarité matérielle.
- 70% des femmes retraitées perçoivent moins de 795 euros par mois.
- 15% des personnes de plus de 65 ans sont sous le seuil de pauvreté soit 982€/mois.
- 18% des retraités se privent totalement d'énergie en hiver
- 12% ont recours à l'aide humanitaire
- 10% ont abandonné les soins nécessaires ; si aujourd'hui ils vivent plus longtemps, la durée de vie en bonne santé diminue.

Sans verser dans le misérabilisme, la réalité des retraités varois (Sources : Insee, Ministère du logement, Mission gouvernementale contre la pauvreté, Mission interministérielle sur l'énergie, Rapport de la DRESS) invite à des mesures correctrices urgentes.

Or, on voudrait faire des retraités des vaches à lait en les ponctionnant encore, au motif qu'ils seraient des nantis, responsables de déséquilibres financiers. Il faut cesser cette stigmatisation malsaine.

Rappelons que parmi les contribuables, seuls les retraités imposables se voient infliger une taxe (la CASA 0,30% au 1^{er} Avril 2013) pour financer la perte d'autonomie. Pourtant cet aléa de la vie ne touche pas que les retraités et relève de la solidarité nationale pris en charge par la branche maladie dans le cadre de la sécurité sociale.

Faut-il rappeler aussi que pour accéder aux EHPAD majoritairement privés, les pensions et retraites ne suffisent pas ?

A l'heure où les retraités remplissent leurs déclarations d'impôts, pour ceux qui y sont assujettis et dont le nombre augmente tous les ans :

- avec les effets pervers du gel du barème des planchers des tranches d'imposition,

- avec la poursuite du schéma de la suppression de la 1/2 part, au regard de la situation réelle des retraités varois qui ne sont pas un monde à part dans la région PACA (3^{ème} région la plus pauvre de France),

Les retraités exigent d'autres politiques pour vivre une retraite décente.

Consommateurs, créateurs de richesses donc d'emplois, les retraités qui vont bientôt représenter le 1/3 de la population, s'adressent à vous, actifs et décideurs d'aujourd'hui, retraités de demain, pour faire entendre leurs revendications communes en matière de respect de leur dignité.

Leur retraite, ils l'ont construite, comme la société économique et sociale dans laquelle vous œuvrez, et ils veulent la vivre avec tous leurs droits conquis à égalité avec tous les citoyens et dans les mêmes valeurs républicaines qui régissent notre nation.

Avec leurs organisations CGT-FSU, les retraités varois exigent :

- une réforme de la fiscalité plus juste et plus efficace élargie à tous les revenus financiers du patrimoine, avec une plus grande progressivité et la création de nouvelles tranches d'imposition
- La réduction des impôts indirects (TVA-TIPP) notamment sur les produits de premières nécessités et une réforme de la CSG
- L'arrêt du gel des barèmes de l'impôt sur le revenu
- Le rétablissement de la 1/2 part fiscale supprimée par la loi de finances 2009
- La suppression de la contribution additionnelle de solidarité de 0,30% appliquée aux retraités et la prise en charge de la perte d'autonomie par la solidarité nationale dans la sécurité sociale
- Un rattrapage de la perte cumulée des pensions et retraites, notamment pour les plus faibles.
- La revalorisation de tous les régimes de retraite au 1^{er} janvier de chaque année indexée sur le salaire moyen
- Le relèvement des pensions de réversion à 75% de la retraite initiale sans abattement
- Le retour de la retraite à 60 ans, à taux plein, dont le minimum soit égal au SMIC pour une carrière complète soit 1700 euros

Toulon le 7 juin 2013